



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement, de  
l'aménagement et du logement d'Occitanie**

**Direction départementale  
des territoires**

**Arrêté préfectoral complémentaire portant modification des conditions d'exploiter de  
l'installation de fabrication et de transformation de polystyrène expansé exploitée par la  
société KNAUF THERM située 37 route de la Salvetat, Z.I En Jacca à COLOMIERS**

Le préfet de la région Occitanie,  
préfet de la Haute-Garonne  
Officier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, L. 511-1, R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2791 (installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques n° 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 juin 2013, modifié les 6 juillet et 28 novembre 2022 et complété en dernier lieu par l'arrêté préfectoral du 7 août 2023, autorisant la société KNAUF SUD-OUEST à COLOMIERS, Z.I En Jacca, 37 chemin de la Salvetat ;

Vu le récépissé de déclaration de changement d'exploitant du 4 février 2021 délivré à la société KNAUF SUD ;

Vu le récépissé de déclaration de changement d'exploitant du 4 août 2025 délivré à la société KNAUF THERM ;

Vu le dossier de porter à connaissance relatif aux modifications envisagées sur le site KNAUF THERM, transmis par courriel du 2 avril 2025 ;

Vu la note d'explication de la nomenclature ICPE des installations de gestion et traitement de déchets – Ministère de la transition écologique (DGPR) – Version du 27 avril 2022 ;

Vu le courriel du 26 août 2025 de la société KNAUF THERM, apportant des compléments au dossier de porter à connaissance ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 19 septembre 2025 ;

Considérant la qualité, la vocation et l'utilisation des milieux environnants ;

Considérant que les modifications envisagées sur le site KNAUF THERM ne génèrent pas d'impact environnemental nouveau significatif ni de risques pour les tiers ;

Considérant qu'au travers du porter à connaissance susvisé, établi conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, la société KNAUF THERM a procédé à une analyse des effets et des impacts potentiels sur l'environnement et des risques pour les tiers de son projet ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter l'autorisation environnementale afin d'intégrer les modifications présentées dans le porter à connaissance susvisé ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral n'a pas à être soumis à l'avis des membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST), en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que l'établissement est classé sous le régime de l'enregistrement mais que l'exploitant n'ayant pas à ce jour demandé à ce que son installation soit gérée via les règles de procédure de l'enregistrement, il reste soumis aux règles de procédure de l'Autorisation définies au titre VIII du livre Ier du code de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance de la société KNAUF THERM à COLOMIERS le 2 octobre 2025, par courriel afin qu'elle puisse formuler ses observations dans un délai de quinze jours ;

Considérant l'absence de réponse de l'exploitant dans les délais impartis ;

Sur proposition du chef de l'unité interdépartementale de l'Ariège et de la Haute-Garonne de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup> :** Sans préjudice des prescriptions édictées par des actes antérieurs ou par des arrêtés ministériels qui leur sont applicables, les installations exploitées par la société KNAUF THERM, à COLOMIERS (31770), 37 route de la Salvetat, Z.I En Jacca, sont soumises aux prescriptions complémentaires suivantes à compter de la mise en service du bâtiment n° 23.

Ces dispositions sont prescrites en complément des prescriptions techniques imposées par l'arrêté préfectoral modifié du 20 juin 2013 susvisé.

**Art. 2 :** Les articles du chapitre 1.2 de l'arrêté préfectoral modifié du 20 juin 2013, sont abrogés et remplacés par les articles ci-dessous :

« Article 1.2.1 - LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA

# NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Régime en vigueur	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation ou substance	Volume autorisé
2661-1-b	E	<p>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) :</p> <p>1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 10 t/j mais inférieure à 70 t/j</p>	<p>Hall n°15 : Installations d'expansion et moulage des blocs de PSE</p> <p>Hall n°7 : Lignes et machines de découpe au fil chaud</p>	40 t/j
2663-1-a	E	<p>Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 :</p> <p>1. A l'état alvéolaire ou expansé (tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc.), le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>a) Supérieur ou égal à 2 000 m<sup>3</sup>.</p>	<p>Hall n°18 : Polystyrène en billes expansées et matière régénérée : 4 930 m<sup>3</sup></p> <p>Hall n°9 et 16 : Polystyrène en blocs : 11 200 m<sup>3</sup> (hall 9) et 2 500 m<sup>3</sup> (hall 16)</p> <p>Auvent 20 : Polystyrène en plaques : 16 000 m<sup>3</sup></p> <p>Plateforme logistique extérieure du site B : Produits finis (polystyrène en plaques) et produits de négoce : 7490 m<sup>3</sup></p> <p>répartis comme suit :</p> <p>- Pavé B : 2 400 m<sup>3</sup></p> <p>- Pavé D :</p>	43 320 m <sup>3</sup>

			<p>2 600 m<sup>3</sup>  - Pavé W :  2 490 m<sup>3</sup>  Auvents extérieurs des halls n°3 et 4 :  Produits finis (polystyrène en plaques) et produits de négoce : 1200 m<sup>3</sup>  répartis comme suit :  - Auvent extérieur du hall n°3 : 600 m<sup>3</sup>  - Auvent extérieur du hall n°4 : 600 m<sup>3</sup></p>	
2940-2-a	E	<p>Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801.</p> <p>2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant :</p> <p>a) Supérieure à 100 kg/j</p>	<p>Hall n° 7 :  1 ligne de complexage employant au maximum 700 kg de colles vinyliques contenant moins de 10 % de solvants organiques (colle de type B)</p>	<p>Q = 700/2, soit 350 kg/j</p>
1414-3	DC	<p>Installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés</p> <p>3. Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)</p>	<p>1 poste de distribution de GPL pour le remplissage des réservoirs des engins de manutention.</p>	
2661-2-b	D	<p>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) :</p> <p>2. Par tout procédé exclusivement</p>	<p>Bâtiment n°23 et local n°17 du hall n°7 :  Installation de broyage des chutes</p>	<p>10 t/jour</p>

		mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :	techniques et de rebuts de découpe.	
		b) Supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j		
2662-2	D	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510.  Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	Dépôt de polystyrène expansible (matières premières) : • auvent n° 14 ; • site B : plate-forme extérieure.	950 m <sup>3</sup>
2791-2	DC	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971.  La quantité de déchets traités étant : 2. Inférieure à 10 t/j.	Bâtiment n°23 : - Installation de broyage/compactage de déchets pour valorisation externe - Stockage de déchets de polystyrène expansé associé à cette activité : • 450 m <sup>3</sup> à broyer, • 100 m <sup>3</sup> compactés.	4 t/j
2910-A-2	DC	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes  A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de	Hall n° 11 : Chaudière de production de vapeur au gaz naturel	Puissance thermique totale 3,5 MW



		la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est :  2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW		
1530	NC	Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 et des établissements recevant du public.	Dépôt de cartons	Quantité stockée : 30 m <sup>3</sup>
1532	NC	Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public :	Dépôt de palettes de bois (30 m <sup>3</sup> ) et de cales de bois (100 m <sup>3</sup> )	Quantité stockée : 150 m <sup>3</sup>
2663-2	NC	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 : 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques	Dépôt de films plastiques d'emballage	Quantité stockée : 100 m <sup>3</sup>
4718	NC	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène)	1 cuve de propane liquéfié	Quantité : 2 t

A : autorisation, E: enregistrement, D : déclaration, DC : déclaration soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du code de l'environnement

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

### Article 1.2.2. - LISTE DES INSTALLATIONS, OUVRAGES, TRAVAUX, AMÉNAGEMENTS SOUMIS À LA LOI SUR L'EAU (IOTA)

Les rubriques IOTA de la nomenclature « loi sur l'eau » annexées à l'article R. 214-1 du code de l'environnement suivantes sont connexes aux installations projetées :

N° de rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
2.1.5.0.2°	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la superficie totale du projet étant supérieure à 1 hectare mais inférieure à 20 hectares.	5,189 ha	D

D : déclaration

### Article 1.2.3. - SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles	Adresse
COLOMIERS	Section CR, n°59 Section CP, n° 6, 8, 9, 14, 21, 106, 118, 122 et 123	Z.I. En Jacca - 37 chemin de la Salvetat

**Art. 3 :** L'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 juillet 2022 est abrogé.

**Art. 4 :** Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du porter à connaissance susvisé, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers et études déposés par l'exploitant. En tout état de cause, ils respectent, par ailleurs, les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Les installations, objet du porter à connaissance susvisé, respectent les dispositions de l'arrêté ministériel du 23 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2791.

**Art. 5 :** Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 juillet 2022 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

Dans le bâtiment n° 23 et dans les 30 mètres alentours (hors bâtiment) :

- les volumes de déchets de polystyrène expansé à broyer sont limités aux seuls en-cours de production, aucun stock n'est autorisé en dehors des phases de fonctionnement du broyeur ;
- la quantité de polystyrène expansé destiné au broyage est limitée à 80 m<sup>3</sup> ;
- la quantité de polystyrène expansé compacté est limitée à trois palettes d'en-cours.

Les zones de stockage associées, sont matérialisées par un marquage au sol.

Ces limitations de stockage font l'objet d'une consigne interne qui est diffusée à l'ensemble du personnel travaillant dans les zones concernées, et sont affichées dans le

bâtiment n°23.

**Art. 6 :** Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

**Art. 7 :** Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1<sup>re</sup> du code de l'environnement.

**Art. 8 :** Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de TOULOUSE :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr/>.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

**Art. 9 :** Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté demeure déposée en mairie de COLOMIERS et peut y être consultée par tout intéressé.

Un extrait de cet arrêté sera affiché en mairie de COLOMIERS pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture de Haute-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

**Art. 10 :** Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le chef de l'unité interdépartementale de l'Ariège et de la Haute-Garonne de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, la directrice départementale des territoires de la Haute-Garonne et le maire de COLOMIERS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société KNAUF THERM.

Fait à Toulouse, le 24 OCT. 2025

Pour le préfet de la Haute-Garonne  
et par délégation :  
Le secrétaire général  
  
Baptiste MANDARD